



LABRUGERE

Avocat

Droit du travail,
Droit de la sécurité sociale

L'arrêt de la semaine

CA PARIS, 19/12/2025,
RG n° 22/10167

**Le délai de prise en
charge d'une
tendinopathie du
tableau 57**

Rappel des faits

Une salariée a transmis à la CPAM une déclaration de **maladie professionnelle** au titre d'une **tendinopathie** de l'épaule gauche relevant du tableau n° 57 A.

Cette pathologie a été constatée **médicalement** la première fois le **19 mai 2020**.

Après instruction, le 21 décembre 2020, la CPAM a pris en charge cette pathologie.

L'employeur a contesté cette décision devant les juridictions de sécurité sociale.



Règles de droit

Article L. 461-1 du CSS

“ (...) *Est présumée d'origine professionnelle toute maladie désignée dans un **tableau de maladies professionnelles** et contractée dans les conditions mentionnées à ce tableau (...)* ”

Le tableau n° 57 vise les affections périarticulaires provoquées par certains gestes et postures de travail, dont la Tendinopathie aiguë dont le délai de prise en charge est fixé à 30 jours.



Motifs de la décision

**intégralité de la motivation dans le post*



En l'espèce, la date de première constatation médicale est fixée au **19 mai 2020**.

Il est donc nécessaire que le dernier jour d'exposition au risque soit, au plus tôt, le **19 avril 2020**.

Or, compte tenu du confinement instauré en 2020, la salariée **n'a pas travaillé** entre le 17 mars et le 21 mai 2020 ...*

Compte tenu du non-respect du délai de prise en charge, la Cour d'appel déclare inopposable à l'employeur la décision de prise en charge.



*Droit du travail,
Droit de la sécurité sociale*

Avocat au Barreau de Lyon

07 49 98 20 89

f.labrugere@labrugere-avocat.fr

